Sanofi Aventis et autres luites...

samedi 6 février 2010, par [Correspondant\(es\)](#), [VAYSSE Gérard](#) (Date de rédaction antérieure : 4 février 2010).

Petits arrangements entre amis...

2001 : le groupe allemand Bertelsmann ou BMG musique bénéficie, pour s'installer à Oeting, près de Forbach en Moselle, de subventions à hauteur de 360.000 euros dont près de 150.000 provenant du conseil régional.

1^{er} septembre 2009, Bertelsmann revend son imprimerie spécialisée dans l'impression de jaquettes de CD à un groupe hollandais, Lithorade BV. Mais Sonopress Bertelsmann possède toujours la moitié du site.

21 janvier 2010 : 24 salariés soit la moitié de la boîte sont menacés de licenciement ! La raison évoquée est la baisse du prix du CD. On ne va pas nous la faire... C'est bel et bien un catalogue client que le groupe a « racheté », client unique qui n'est autre que Sonopress qui appartient au groupe Bertelsmann ! Les salariés font les frais de tractations entre patrons : Sonopress vend 48 salariés à Lithorade qui les vire. Sonopress Bertelsmann n'est pas mis en cause, Lithorade récupère une des plus grosses maisons de disque comme client. Tout le monde s'y retrouve sauf une fois de plus les ouvriers... C'est bien cela, la logique capitaliste : abondance pour les plus riches, restrictions pour les autres ! Mais les salariés ne comptent pas en rester là et refusent de se laisser broyer.

29 janvier 2010 : ils bloquent l'entreprise malgré les menaces de retirer les machines, les tentatives pour les diviser, le « retard » dans le paiement du salaire de janvier... Et ce n'est pas les 4.000 euros de prime de licenciement et les 1.000 euros supplémentaires s'il n'y a pas de vague qui changeront quelque chose ! Pour maintenir les emplois, la solution n'est pas les subventions publiques aux entreprises privées, mais l'interdiction des licenciements ! Pour imposer notre revendication, c'est tous ensemble que nous devons nous battre. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui produisons, c'est à nous de décider !

* *Paru dans Hebdo TEAN # 41 (04/02/10).*

Grève dans les KFC à Paris

Pendant dix jours, les salariés d'une vingtaine de restaurants KFC de Paris et de banlieue ont fait grève pour un treizième mois, une prime d'ancienneté correcte et des tickets restaurant. À Ménilmontant, dans le 20^e arrondissement, les grévistes étaient très remontés - « *conditions de travail difficiles, pas assez de monde dans les cuisines ni aux caisses et une petite prime d'ancienneté après huit ans.* »

Après dix jours, les patrons n'ont concédé qu'une augmentation de six euros par mois et les grévistes ont décidé d'arrêter leur grève, le 30 janvier. En mars, il y aura de nouvelles négociations et les salariés espèrent que le mouvement repartira. Les 96 sans-papiers de 25 KFC qui ont démarré

leur mouvement le 12 octobre sont toujours en grève et occupent jour et nuit, à tour de rôle, une partie du KFC de Châtelet. C'est d'ailleurs pendant la grève sur les salaires qu'une salariée de Ménilmontant a reconnu un des sans-papiers avec qui elle avait travaillé mais qui n'avait pas osé parler de sa situation. Après plusieurs mois de lutte, de nouvelles solidarités se sont forgées entre salariés français et sans papiers, des solidarités qui ne peuvent qu'être encourageantes pour les batailles à venir.

** Paru dans Hebdo TEAN # 41 (04/02/10).*

Nuit agitée chez Pier Import

Dans la soirée du 1^{er} février, à l'issue d'un comité d'entreprise, les salariés de Pier Import ont retenu leur direction sourde à leurs revendications concernant les indemnités de licenciement.

Le groupe Pier Import a été placé en redressement judiciaire le 2 septembre dernier. Sur 45 magasins, seuls 20 ont été repris, laissant ainsi sur le carreau 150 salariés. Depuis, ces derniers se battent pour obtenir de meilleures indemnités de licenciements, qui leur permettraient, au vu de la crise actuelle, de « tenir » un peu plus longtemps. Les salariés demandent un demi-mois de salaire par année d'ancienneté alors que la direction, conformément à la loi, propose un mois de salaire pour cinq ans d'ancienneté. Après une nuit dans les bureaux, la direction de Pier Import consent à négocier. Comme dit le proverbe : la nuit porte conseil !

** Paru dans Hebdo TEAN # 41 (04/02/10).*

Les M-real s'invitent à la table ronde

« Interdisons les licenciements chez M-Real, comme ailleurs ! » À 300, la manif n'est pas passée inaperçue dans les rues d'Évreux, mercredi 27 janvier. En tête, la banderole CGT-CGC. Derrière, le NPA, très dynamique, suivi du PCF. À la cité administrative, une table ronde réunit enfin autour de la préfète, la direction et les syndicats CGT et CGC, la Filpac CGT, les élus, et aussi des représentants du NPA, du PCF, du PS au titre du « Collectif pour le maintien et le développement de l'emploi ». À la sortie, la suspension du PSE pour un mois, voire deux, est annoncée sous les applaudissements, le temps de permettre une expertise indépendante financée par la région sur des projets alternatifs sous contrôle des syndicats et du comité d'entreprise. La fierté est grande d'avoir imposé un premier recul. Mais personne n'est dupe : Lemaire, ministre de l'Agriculture et député de l'Eure, est en campagne régionale. Alors on continue, pour le redémarrage de l'usine de pâte à papier, sans un licenciement.

** Paru dans Hebdo TEAN # 41 (04/02/10).*

J-Tekt en grève

L'usine J-Tekt, qui emploie 360 salariés à Dijon, est en grève depuis le 18 janvier. En jeu, la négociation salariale et un plan de licenciements. Après un PSE en novembre 2008 qui a fait partir 110 salariés « volontaires » proches de la retraite, la direction programme maintenant 86 suppressions de postes, mais envisage déjà 144 départs toujours « volontaires ». Les ouvriers restants seraient « déplacés » sur le site de Chevigny, près de Dijon. Les machines et une partie de la production seraient transférées à Lyon, sur un site qui subit déjà des cadences en hausse.

Hausse ridicule des salaires, licenciements, prime de départ dérisoire, c'en est trop pour les salariés, qui se mettent en grève à Dijon, et déclenchent un mouvement de débrayage massif sur le site de Chevigny.

J-Tekt se porte bien, que cache donc ce PSE ? Ce site, au centre-ville, attise-t-il la spéculation immobilière ?

** Paru dans Hebdo TEAN # 40 (28/01/10).*

Total liquide ses salariés

Le 1^{er} février prochain, la direction de Total annoncera au Comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire la fermeture définitive de la raffinerie des Flandres près de Dunkerque pour délocaliser son activité en Arabie saoudite, moins contraignante en matière de législation environnementale, sociale et de salaires.

Laissés sur le carreau, les 750 salariés et 450 sous-traitants bloquent l'usine depuis le 12 janvier et attendent dans l'inquiétude d'être fixés sur leur sort. Total fait miroiter aux salariés des reconversions dans les énergies renouvelables, tout en délocalisant ses émissions de CO₂ pour augmenter ses profits (entre 8 et 9 milliards d'euros pour l'année 2009 et 14 milliards en 2008) et pouvoir polluer plus tranquillement. 20 000 emplois sont directement liés à la raffinerie.

Les salariés ne se laisseront pas faire et d'ores et déjà manifesteront au siège social de Total le jour du CCE. Ils appellent également à une manifestation de soutien le 4 février prochain.

** Paru dans Hebdo TEAN # 40 (28/01/10).*

Restauration rapide : des miettes pour les salariés.

Les 100.000 salariés de la restauration rapide (McDo, Quick, Pizza Hut, Brioche dorée...) qui travaillent en grande-majorité à temps partiel imposé et sont embauchés avec des contrats précaires doivent vraiment penser qu'on se moque d'eux. En effet, le syndicat de l'alimentation et de la restauration rapide (Snarr) leur offre généreusement une augmentation de salaire de deux centimes de l'heure, ce qui équivaudra à 10 euros annuel pour ceux qui travaillent 27 heures par semaine. Alors que la restauration rapide au même titre que l'ensemble du secteur avait signé en avril 2008 le fameux contrat d'avenir avec l'État, permettant ainsi la baisse de la TVA en contrepartie de baisses des tarifs, de création d'emplois mais aussi d'amélioration de la situation des salariés. C'est sans doute un nouveau concept de la part du patronat de la restauration rapide d'augmenter les salaires

de deux centimes et de considérer ainsi qu'il participe à l'amélioration de la situation des salariés !

* *Paru dans Hebdo TEAN # 40 (28/01/10).*

Sanofi Aventis : une grève exemplaire....

D'énormes profits, des suppressions d'emplois et pas d'augmentation. Les salariés de Sanofi Aventis se révoltent et plusieurs sites ont été bloqués.

Avec neuf milliards d'euros, les bénéfices du groupe pharmaceutique, producteur de vaccins contre la grippe H1N1, ont pulvérisé les records en 2009. La brutalité de la direction est aussi sans précédent : une augmentation générale des salaires limitée à 1,2% et une restructuration qui pourrait remettre en cause jusqu'à 3.000 emplois. À cette annonce, la colère est montée très rapidement car les salariés de ce secteur s'étaient sentis jusqu'à maintenant relativement épargnés. Deux sites de Sanofi Pasteur (division vaccins) se sont mis en grève fin décembre. Début janvier, le mouvement est reconduit avec une vigueur exceptionnelle.

Les principales revendications sont de 150 euros minimum et 3% d'augmentation générale, ce qui est fort modeste alors que les profits de Sanofi représentent 90.000 euros par salarié. À Marcy-l'Étoile, le plus gros site industriel de l'agglomération lyonnaise avec 3.500 salariés, les 800 à 1.000 grévistes ont été très combatifs : présence importante par rotation sur les cinq piquets de grève, y compris la nuit et le week-end malgré le grand froid, barricades de neige pour bloquer les véhicules, construction de cahutes chauffées. Les assemblées générales quotidiennes ont regroupé de 600 à 1.000 personnes. De nombreux enseignements peuvent être tirés de cette nouvelle jeune classe ouvrière. Même s'il y a très peu de syndiqués et de traditions de luttes, il existe une forte disponibilité pour une action radicale qui, peut-être, fait écho aux immenses manifestations du début 2009. Un indice sur la combativité possible dans le pays ?

Sur le site de Val-de-Reuil (Eure, 1.600 salariés), la mobilisation et les formes de blocage étaient comparables à celles de Marcy-l'Étoile. Mais dans l'ensemble du groupe, la mobilisation a été inégale. L'appel à la grève avec manifestation, jeudi 14 janvier à Paris, aurait pu être un outil d'extension. Il a réuni 800 manifestants, des actions dans 27 sites et 3.000 grévistes.

Malheureusement cette initiative arrivait fort tard, après trois semaines de grève des deux sites les plus mobilisés.

Vendredi, la reprise du travail a été votée à Marcy-l'Étoile. La direction a joué l'épreuve de force et n'a pratiquement rien cédé : quelques embauches d'intérimaires, une relative limitation du recours à l'intérim, un tiers des jours de grève payés.

Face à l'indigence ou même à la trahison ouverte de certaines directions syndicales - l'exemple le plus caricatural étant la CFDT qui négociait les conditions de la reprise du travail à Lyon pendant la manif à Paris -, une question est posée parmi les travailleurs : comment se donner sa propre représentation en tant que grévistes (comité de grève ?), comment construire un outil pour populariser et élargir la lutte sans être subordonnés au bon vouloir d'organisations syndicales qui ne veulent pas de la mobilisation ?

Gérard Vaysse